

New York, 26/1/2019

Monsieur le Président, Excellences, chers collègues,

Lorsque 3 millions de personnes fuient leur pays à cause de l'effondrement économique et politique, la menace pour la stabilité de la région devient évidente. Pour la Belgique, il revient clairement à ce Conseil de traiter la situation au Venezuela, qui constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales.

Afin de prévenir une dégradation de la situation, nous appelons tous les membres de ce Conseil à travailler ensemble pour promouvoir une solution pacifique à la crise. Je tiens également à saluer les pays de la région qui font preuve d'une grande solidarité et d'une grande générosité à l'égard des Vénézuéliens qui se réfugient dans leur pays. La Belgique exprime son soutien à ces pays ainsi qu'à M. Eduardo Stein, Représentant spécial conjoint du HCR et de l'OIM pour les réfugiés et migrants du Venezuela.

Alors que la situation sur le terrain est très instable, je voudrais en écho à la déclaration de l'Union européenne de ce jour, transmettre quatre messages: (1) un appel à la retenue et à la désescalade; (2) souligner la nécessité de rétablir l'ordre constitutionnel au Venezuela et d'entamer un processus de réconciliation; (3) l'importance d'écouter les Vénézuéliens ; et (4) le respect des droits fondamentaux du peuple vénézuélien.

Tout d'abord, je voudrais exhorter ceux qui ont une influence sur ces événements à **faire preuve de retenue**. Les manifestations populaires massives qui ont eu lieu au Venezuela au cours des derniers jours ont été l'objet de violences aveugles de la part des autorités, entraînant la mort tragique de nombreuses personnes et faisant de nombreux blessés. La Belgique présente ses sincères condoléances aux familles des défunts. Nous condamnons fermement le recours excessif à la force par les forces de sécurité et demandons l'ouverture d'une enquête indépendante ainsi que l'a fait Mme. Bachelet.

Deuxièmement, la Belgique appelle à la **restauration de l'ordre constitutionnel** au Venezuela. Les élections présidentielles qui ont eu lieu en mai dernier n'étaient ni libres, ni équitables, ni crédibles,

privant ainsi le gouvernement de Nicolas Maduro de sa légitimité démocratique. . Le Venezuela a besoin de tout urgence d'un gouvernement qui représente véritablement la volonté du peuple et entame un processus de réconciliation. La Belgique reconnaît et soutient pleinement l'Assemblée nationale en tant qu' institution élue démocratiquement et nous demandons instamment que ses pouvoirs soient restaurés et respectés. J'appelle en outre les autorités à garantir les droits civils, la liberté et la sécurité de tous les membres de l'Assemblée nationale, y compris de son président, Juan Guaidó, en respectant l'immunité garantie par la Constitution.

Troisièmement, nous devons **écouter le peuple du Venezuela**. Au cours des dernières années, les citoyens de ce pays ont fait entendre leur voix courageusement à de multiples reprises. Certains l'ont payé de leur vie. Quand ils ont voté pour le changement, leur voix n'a pas été entendue. Aujourd'hui, ils sont dans les rues de Caracas pour réclamer le droit de choisir leur avenir. La Belgique réaffirme sa profonde conviction qu'une solution démocratique pacifique et inclusive est le seul moyen durable de sortir de l'impasse politique actuelle et de la grave crise sociale qu'elle a provoquée. Avec l'Union Européenne, nous appelons à la tenue urgente d'élections présidentielles libres, crédibles et transparentes dans le plein respect de la Constitution et conformes aux normes démocratiques. En l'absence d'une annonce de l'organisation de nouvelles élections avec les garanties nécessaires au cours des 8 prochains jours, nous prendrons des mesures supplémentaires, notamment la reconnaissance du rôle constitutionnel, selon l'article 233, du président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó.

Quatrièmement, **les droits fondamentaux du peuple vénézuélien doivent être respectés**. La détention de manifestants et les actes de violence contre eux sont une source de grave préoccupation. La Belgique appelle les autorités du Venezuela à mettre fin à la détention arbitraire de manifestants et d'opposants politiques présumés, et à assurer le respect des droits fondamentaux des détenus. La liberté de la presse doit être garantie. Dans la même veine, nous appelons les autorités à prendre des mesures concrètes pour atténuer l'impact de la crise et faciliter l'accès de l'aide humanitaire pour répondre aux besoins les plus urgents de la population.

Monsieur le Président,

En conclusions, nous plaidons pour la recherche d'une solution non violente et démocratique à la crise. Nous rappelons que cette crise ne peut être résolue que par le dialogue et que seul le dialogue peut mener à un processus de réconciliation.

Je vous remercie, Monsieur le Président.